

**Par Christian Bataille, Député (SRC, Nord),  
Secrétaire de la Commission d'enquête, Vice-Président  
de l'office parlementaire d'évaluation des  
choix scientifiques et technologiques**

## Coût du nucléaire : relativiser la dépense

L'approvisionnement de la France en énergie représente, dans tous les cas de figure, un coût. Nos achats de gaz et de pétrole représentent plus de 80% de notre déficit commercial qui atteint, avec 68 milliards d'euros en 2012, un niveau insupportable pour notre économie. Les énergies renouvelables représentent aussi une dépense pour une énergie souvent intermittente. C'est dans ce contexte que l'énergie nucléaire, en intégrant les charges présentes et futures, a contribué à une hausse du coût de production de l'électricité de 20% en passant de 50 à 60 euros par MWh au cours des 3 dernières années.



Les coûts de la filière nucléaire sont l'objet de commentaires multiples et contradictoires. Alors que les opposants à cette énergie essaient de démontrer qu'il y a des « coûts cachés », la Cour des Comptes en 2009 puis, plus récemment, en janvier 2012 a apporté des commentaires décisifs. Leur sérieux n'est pas discutable.

Du point de vue des chiffres et constats, la dépense à retenir est de plus de 200 milliards d'euros déjà engagés, les charges futures s'élèvent à 80 milliards et les coûts annuels d'exploitation représentent 9 milliards. Ces chiffres considérables doivent être étalés dans le temps et sont relatifs si l'on considère que c'est sur une période de près de 60 ans que s'étale cette dépense. Les dépenses futures principales concernent les charges de démantèlement pour 30 milliards et les charges de gestion des déchets radioactifs pour une somme presque équivalente. Ces dépenses auront finalement un impact inférieur à 10 % sur le coût de production de l'électricité.

Des questions restent en suspens. En premier lieu, les provisions pour les charges de long terme. EDF et les autres producteurs de déchets ont constitué un portefeuille d'actifs qui correspond à 85 % des provisions nécessaires. En second lieu les facteurs externes (accidents imprévisibles) ou les externalités (impacts sur l'environnement et sur la santé humaine) sont mesurables, pour une part, mais sont aussi d'ordre politique et diplomatique mondial (sécurité d'approvisionnement, balance commerciale, emploi).

Une des décisions majeures d'avenir concerne la prolongation des centrales et le remplacement du parc. La prolongation des centrales c'est l'allongement de la durée de vie au delà de 40 ans ou de 50 ans. Les coûts de rénovation sont élevés mais restent faibles au regard des bénéfices potentiels. Le remplacement du parc est une dépense à l'échelle du siècle. Il apparaîtra modéré aux générations futures qui le paieront en partie.

La Cour des comptes a livré une estimation indiscutable. Les chiffres cités apparaissent très importants mais il faut les moduler sur la durée pour ce qui concerne la rénovation et le renouvellement. En comparaison, la rénovation totale des bâtiments existants, qui représente l'essentiel des économies d'énergie, correspondrait à une dépense supérieure à 1000 milliards d'euros étalée sur 80 ans.

Il ne faut donc pas s'incliner devant l'énormité des chiffres mais continuer à débattre sur un choix essentiel : économiser ou produire, il faudra bien choisir. ■